

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala



4° année / N° 198

Du 22 au 27 novembre 1986

POLITIQUE

L'URNG regrette le refus présidentiel de négocier
Cerezo pourrait modifier sa politique de "neutralité active"
Le Guatemala souhaite la relance du CONDECA
Les chefs du CONDECA se sont réunis à Panama
Habib et Cerezo se sont rencontrés
Manoeuvres militaires près de la frontière avec le Salvador
Manoeuvres aériennes sur la Capitale
Le gouvernement expulsera les brigadistes appuyant le GAM
Le directeur du HCNUR est arrivé au Guatemala
Le Parlement Européen demande l'abrogation du décret 8-86

ECONOMIE

Le Honduras a fermé ses frontières aux produits guatémaltèques
Traité fiscal Guatemala-Etats Unis

INSURRECTION

L'EGP continue ses actions dans le nord-ouest

MOUVEMENT POPULAIRE

Des médecins déclarent la grève
On ignore où se trouvent trente travailleurs

DROITS DE L'HOMME

Des cadavres découverts dans des sacs
Un dirigeant politique assassiné
Huit assassinats
Une autre enseignante séquestrée

4° P. 12315

POLITIQUE

L'URNG REGRETTE LE REFUS PRESIDENTIEL DE NEGOCIER

Le président Vinicio Cerezo a changé d'opinion et a perdu la volonté politique de négocier exprimée par lui lors de sa tournée européenne, signale un communiqué de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) diffusé le 24 novembre dernier, à moins qu'il ne se soit vu obligé à le faire par son entourage militaire en rendant publique son incapacité à prendre des décisions dans ce sens.

L'URNG "regrette profondément" le refus de Cerezo d'entamer un dialogue insurrection-gouvernement et considère que le président "a rejeté une opportunité valable pour le gouvernement d'ouvrir un processus conduisant le Guatemala à la démocratie".

Malgré cela, "le Commandement Général de l'URNG, conscient que les possibilités de poser les bases d'un processus de démocratisation s'épuisent rapidement et que le gouvernement démocrate-chrétien se détériore de manière accélérée, réitère sa proposition de recherche d'une possibilité de "conversation".

CEREZO POURRAIT MODIFIER SA POLITIQUE DE "NEUTRALITE ACTIVE"

Juan Fernando Cifuentes, porte-parole de l'Armée, a déclaré le 20 novembre que la politique de "neutralité active" du président Vinicio Cerezo peut changer à un moment quelconque s'il abandonne sa position et appuie les pays du bloc de Tegucigalpa.

Le représentant a insisté sur le fait que le moment "n'est pas éloigné" où Cerezo prendra la décision de modifier sa position actuelle et d'appuyer une politique différente.

Cerezo et le ministre des affaires étrangères, Mario Quiñonez ont confirmé le 21 les déclarations du porte-parole militaire sur l'éventuel changement de leur politique dans la région "si les circonstances le demandent".

LE GUATEMALA SOUHAITE LA RELANCE DU CONDECA

Le 20 novembre, Juan Fernando Cifuentes, porte-parole officiel de l'Armée guatémaltèque, a exprimé le désir de cette institution d'une prochaine relance du Conseil de Défense Centro-américain (CONDECA) dont le but est d'"expulser les communistes d'Amérique Centrale".

Ce même jour, le président Cerezo a fait allusion, devant un groupe de chefs d'entreprise, à la création d'une force d'un demi-million de soldats pour envahir le Nicaragua et à laquelle participeraient des Guatémaltèques de plus de 18 ans.

LES CHEFS DU CONDECA SE SONT REUNIS A PANAMA

Les chefs des armées du Guatemala, du Salvador, du Honduras et de Panama, réunis le 22 novembre dans la ville de Panama, sont tombés d'accord pour relancer le CONDECA.

Le gouvernement costaricien a annoncé pour sa part son entrée comme observateur dans l'organisme en question à partir du mois de janvier 1987.

Le général Jaime Hernandez, ministre guatémaltèque de la Défense et président du CONDECA, a expliqué la relance de cet organisme par le fait que "la menace du communisme en Amérique Centrale est très évidente".

HABIB ET CEREZO SE SONT RENCONTRES

Philip Habib, représentant spécial de Ronald Reagan en Amérique Centrale, s'est entretenu le 21 novembre avec le président Cerezo, rencontre à laquelle étaient également présents Quiñonez, ministre des affaires étrangères, son vice-ministre, Francisco Villagran de Leon, ainsi qu'Alberto Martinez Piedra, ambassadeur nord-américain.

Par la suite, Cerezo a reconnu devant la Presse que son gouvernement était en négociation à l'étranger afin de se procurer des hélicoptères de combat.

MANOEUVRES MILITAIRES PRES DE LA FRONTIERE AVEC LE SALVADOR

Le 20 novembre, des organismes de presse ont informé que l'armée guatémaltèque réalisait des manoeuvres militaires avec la participation de nombreux effectifs, de blindés et de véhicules camouflés dans la région de la commune d'Agua Blanca, dans le département oriental de Jutiapa.

Selon les informations, les manoeuvres se situent entre les kilomètres 160 et 170 de la route qui relie Jutiapa à Chiquimula, à quelques quinze kilomètres de la frontière avec le Salvador.

MANOEUVRES AERIENNES SUR LA CAPITALE

Des avions et des hélicoptères des Forces Aériennes Guatémaltèques (FAG) ont survolé dans l'après-midi et dans la soirée du 20 novembre les installations de l'aéroport militaire ainsi que les zones voisines, au sud de la ville de Guatemala

Eclairant de leurs projecteurs les habitations et les rues, les appareils ont provoqué une énorme inquiétude parmi la population.

Les services du gouvernement ont déclaré qu'il s'agissait d'avions salvadoriens et honduriens en "escales techniques" au Guatemala.

LE GOUVERNEMENT EXPULSERA LES BRIGADISTES APPUYANT LE GAM

Benjamin Rivas Baratto, vice-ministre de l'Intérieur, a annoncé le 21 novembre que le gouvernement expulsera du Guatemala les membres des Brigades de Paix qui participent aux activités du Groupe d'Appui Mutuel (GAM).

Le fonctionnaire a signalé que, dans le cadre de l'enquête, des vidéos de télévision et des photos des participants aux activités du groupe humanitaire seront analysées.

LE DIRECTEUR DU HCNUR EST ARRIVE AU GUATEMALA

Le rapatriement des Guatémaltèques du Mexique et le problème des réfugiés centro-américains au Guatemala seront les sujets abordés lors de la rencontre entre le gouvernement et le Haut Commissaire des Nations Unies aux Réfugiés, Jean Pierre Hocke, en visite au Guatemala les 24 et 25 novembre, a t'on informé officiellement le 23 novembre.

Par la suite, Hocke se rendra au Mexique pour s'entretenir avec le président Miguel de la Madrid, le ministre de l'Intérieur, Manuel Bartlett, et Bernardo Sepulvera, ministre des Affaires Etrangères.

LE PARLEMENT EUROPEEN DEMANDE L'ABROGATION DU DECRET 8-86

A l'occasion de la visite d'une délégation au Congrès de la République, le 18 novembre, le Parlement Européen a demandé au gouvernement du président Cerezo l'abrogation du décret 8-86 qui amnistie les militaires responsables de violations de Droits de l'Homme.

Les parlementaires européens ont également demandé à enquêter sur les violations des Droits de l'Homme, sur le lieu où se trouvent les milliers de disparus, et que l'on autorise les investigations d'organismes indépendants comme Amnesty International et Americas Watch.

Par ailleurs, ils se sont montrés préoccupés par la grande quantité de personnes qui ont été assassinées ou enlevées durant l'actuel gouvernement civil, ainsi que par les menaces dont a été l'objet la présidente du GAM, Nineth de Garcia.

ECONOMIE

LE HONDURAS A FERME SES FRONTIERES AUX PRODUITS GUATEMALTEQUES

Il a été officiellement annoncé le 23 novembre que le gouvernement du Honduras avait fermé ses frontières aux produits guatémaltèques en raison du déséquilibre existant au niveau du commerce bilatéral.

Actuellement, le Guatemala exporte pour 21,1 millions de dollars de produits vers le Honduras, et en importe pour 4,3 millions.

INSURRECTION

L'EGP CONTINUE SES ACTIONS DANS LE NORD-OUEST

Un communiqué de l'Armée Guerrillera des Pauvres (EGP) connu le 25 novembre signale que différentes actions de harcèlement contre les troupes gouvernementales, l'occupation de routes et des meetings politiques avec la population constituent en résumé l'activité rebelle dans le département d'El Quiché, au nord-ouest du pays.

Les forces rebelles ont causé deux pertes à l'Armée et ont contraint un avion Arava, de fabrication israélienne, à cesser ses activités d'appui logistique en se retirant de la zone de la commune de Nebaj.

MOUVEMENT POPULAIRE

DES MEDECINS DECLARENT LA GREVE

Deux cent vingt médecins de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale (IGSS) se sont déclarés en grève le 21 novembre pour n'avoir toujours reçu aucune réponse du gouvernement à leur demande d'augmentation salariale en négociation depuis le mois de septembre dernier.

Les médecins ont adopté cette décision en assemblée générale face aux tactiques "dilatoires" des autorités.

ON IGNORE OU SE TROUVENT TRENTE TRAVAILLEURS

Le 20 novembre, le Syndicat Central des Travailleurs Municipaux a dénoncé le fait que l'on ignore où se trouvent 30 travailleurs municipaux qui occupaient une église du centre de la Capitale le 19 novembre dernier.

Selon les syndicalistes, l'occupation a eu lieu pour protester contre l'attitude arrogante du gouvernement. Les emplo-

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

MISE AU POINT POLITIQUE

L'AFFAIBLISSEMENT DES PERSPECTIVES DE DIALOGUE GOUVERNEMENT- -INSURRECTION

Lors de sa récente tournée en Europe, le président Vinicio Cerezo a exprimé la volonté de son gouvernement d'entamer des discussions avec l'Insurrection. L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), dans une lettre ouverte au président, a accepté la proposition et a suggéré qu'une première rencontre eut lieu dans l'ambassade d'Espagne ou dans celle du Mexique de la capitale guatémaltèque.

La plus haute autorité insurgée a annoncé qu'à cette occasion seraient établies les bases pour des conversations à venir, ainsi que leur siège et leur calendrier, et seraient garanties par les gouvernements d'Allemagne Fédérale, d'Espagne, de France, de Belgique, d'Italie et du Mexique.

Si cette proposition était rejetée, a précisé l'URNG, l'Insurrection serait d'accord pour que les négociations euent lieu sous les auspices du gouvernement du Mexique "afin que celui-ci soit l'hôte distingué d'un évènement aussi significatif".

A Madrid, le ministre espagnol des Affaires Etrangères a déclaré qu'il prendrait en considération toute proposition dans ce sens émanant du gouvernement guatémaltèque.

"Nous offririons à chaque parti en présence l'assistance logistique nécessaire" pour que la réunion ait lieu "en accord avec notre attitude favorisant le dialogue comme voie pour résoudre les différents", a déclaré José Luis Crespo de la Vega, ambassadeur d'Espagne au Guatemala.

L'Eglise catholique, à travers l'archevêque Prospero Penados del Barrio, a offert sa médiation dans la rencontre proposée. De leur côté, les députés Hector Vasquez, Arturo Ortiz et Jorge Archila Amezquita, respectivement social-démocrate, centriste et démocrate-chrétien, ont qualifié de positive l'attitude de l'Insurrection et ont déclaré qu'ils espéraient de la part du président Cerezo "une réelle volonté de dialogue".

La lettre de l'Insurrection ajoutait que si la première prise de contact était un échec, la détérioration économique, politique et sociale se poursuivrait, ainsi que l'aggravation du conflit interne, "alors que Cerezo a reconnu que de larges secteurs de la population se soient vus obligés à prendre les armes et à se rebeller dans les montagnes pour lutter contre l'injustice, la misère et la violence déchaînée par des groupes de privilégiés".

La possibilité d'une réunion gouvernement-URNG, après la tournée européenne des démocrates-chrétiens, a suscité bien des interrogations malgré le peu de raisons d'en attendre des résultats extraordinaires.

Le président a insisté sur le fait qu'il ne pourrait y avoir de dialogue tant que l'Insurrection serait armée. Un tel préalable a affaibli les possibilités de rencontre et confirmé le fait que Cerezo se trouve coincé par les directives établies depuis longtemps par les forces armées.

Malgré le principe constitutionnel qui définit la subordination de l'Armée au pouvoir du président, personne ne semble convaincu de ce que ce principe puisse se réaliser au moment de décider d'une rencontre de cette nature.

Cerezo insiste sur le fait que son gouvernement, après trente ans de régime militaire, est un tournant décisif dans l'histoire contemporaine du pays.

Néanmoins, dans les conditions actuelles, l'Armée ne peut être éloignée du siège du pouvoir, selon les hauts dirigeants du parti gouvernemental. Grace aux militaires, affirme Cerezo, a été rendu possible le processus qui l'a conduit à la présidence.

En outre, avant l'installation du gouvernement civil, les forces armées ont clairement laissé entendre qu'elles garderaient le monopole d'administrer la politique de contre-insurrection, signe sans équivoque du pouvoir de fait, en dépit des principes de la Constitution.

Les mesures pour "retirer l'eau au poisson", éliminer la base sociale de l'insurrection, ont provoqué, ces dernières années, un coût politique irréversible à l'Etat. Les autorités démocrates-chrétiennes ne semblent pourtant pas être très conscientes de l'inconvénient à maintenir les instruments qui privent de leurs droits de citoyen un nombre élevé de Guatémaltèques.

Plus de 400 villages rasés sur le plateau occidental, l'implantation de villages modèles et l'intégration forcée de 900.000 paysans dans les patrouilles civiles sont parmi les principaux effets de la "pacification", qui ont ensuite provoqué un sentiment de rejet de l'Armée, en particulier dans les zones rurales où vivent les trois quarts de la population guatémaltèque.

La démocratisation, qui selon beaucoup est en marche, n'a pu faire disparaître les symptômes qui montrent que dans ce pays n'existe pas l'atmosphère qui permet le libre exercice des Droits de l'Homme.

La violence, ainsi que l'appauvrissement progressif des citoyens ont été les facteurs de la polarisation politique. Dans cette perspective, il faut considérer que l'on ne peut exiger du gouvernement démocrate-chrétien que ce qu'il a la possibilité de réaliser. Même des organisations comme la Coordination Générale des Travailleurs du Guatemala (CGTG), créée par les démocrates-chrétiens, ont critiqué le manque de volonté politique des autorités.

Le parti officiel se flatte d'être arrivé au gouvernement grâce à un large appui électoral. Au Guatemala pourtant, tous sont conscients que les citoyens ont principalement voté contre plusieurs décades de dictature militaire.

Alors que Cerezo occupe sa charge depuis dix mois, de nouveaux bombardements ont eu lieu contre des concentrations de population civile, plus d'une centaine de syndicats attendent toujours leur légalisation et la position officielle face aux demandes du Groupe d'Appui Mutuel des parents de disparus s'est durcie à tel point que les secteurs qui, à niveau international, soutiennent les démocrates-chrétiens déplorent leur lenteur à stopper la violence contre la population civile.

Voilà le contexte dans lequel se jouent les actuelles tentatives de dialogue Insurrection-Gouvernement. On peut considérer que les progrès dans cette voie seront de courte durée si le Gouvernement maintient sa position de vouloir conditionner tout échange d'opinions à ce que l'Insurrection dépose les armes.

Les principes de Contadora prennent tout leur sens dans la situation guatémaltèque et aucun secteur favorable à une solution politique ne devrait être disposé à laisser perdre une possibilité de faire avancer la démocratie dans ce pays centro-américain. (ENFOPRENSA).

yés ont diparu peu après que les forces de sécurité aient pénétré avec violence dans l'église du Calvaire.

DROITS DE L'HOMME

DES CADAVRES DECOUVERTS DANS DES SACS

Le corps asphyxié et portant des traces de coups de Maria de los Angeles Salvatierra Chacon, secrétaire commerciale de 21 ans, a été découvert le 18 novembre dans un sac en plastique que des éléments de la Sécurité gouvernementale avait jeté dans une rivière du département d'Escuintla, au sud du pays. Dans le département d'El Progreso, à l'est du pays, a été retrouvé, le 20 novembre, dans des circonstances semblables un second cadavre, mais qui n'a pu être identifié.

UN DIRIGEANT POLITIQUE ASSASSINE

Manuel Hernandez Corado, ex-conseiller de presse du Parti d'Union du Centre National (UCN), a été retrouvé assassiné par balles dans une citerne d'eau de sa propre résidence située dans la Capitale, ont annoncé le 20 novembre les organes de presse. Hernandez avait été déclaré "disparu" six jours auparavant.

HUIT ASSASSINATS

Selon des informations d'origine judiciaire, connues le 20 novembre, huit personnes, dont trois agriculteurs, deux ouvriers et une femme, ont été assassinées dans tout le pays entre le 14 et le 19 novembre. Ces assassinats sont attribués aux forces de sécurité. Ces actes ont été commis dans la Capitale ainsi que dans les département de Guatemala, San Marcos, Santa Rosa et Escuintla.

UNE AUTRE ENSEIGNANTE SEQUESTREE

Amalia Santizo Rivera, institutrice, a été enlevée par des agents de la sécurité vêtus en civil sur la route qui relie la commune de Cuilco à Huehuetenango, dans le nord-ouest du pays. Les faits ont été dénoncés le 22 novembre par des parents de la victime. Au début de ce mois, la professeur Dinorah Martinez avait été séquestrée par des membres de l'Armée, puis remise en liberté grâce à la pression internationale.

TRAITE FISCAL GUATEMALA-ETATS UNIS

Le gouvernement du Guatemala a présenté aux Etats Unis un projet de traité bilatéral de réciprocité fiscale qui prévoit que les autorités nord-américaines fournissent des informations sur les comptes bancaires des Guatémaltèques dans ce pays, en échange de garanties et de possibilités commerciales en territoire centro-américain, a t'on appris de source officielle le 23 novembre.

Ce même jour, le président Cerezo a soutenu une rencontre avec des responsables du secteur privé afin de leur expliquer les tenants et les aboutissants de ce projet.